

Burundi : fuite "malveillante" de courriers officiels du Chef de l'Etat

PANA, 15 décembre 2018 Fuite intrigante à Bujumbura dans les échanges de courriers entre le chef de l'Etat burundais et son homologue ougandais Bujumbura, Burundi - Des enquêtes sont en cours pour identifier et punir les coupables d'une fuite «malveillante» de courriers officiels qui a été observée entre le chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza (photo) et son homologue ougandais, Yoweri Kaguta Museveni, depuis l'échec, fin novembre dernier, du 20ème Sommet ordinaire de la Communauté d'Afrique de l'Est, «faute de quorum exigé», a-t-on appris, samedi, de source proche de la Présidence de la République à Bujumbura.

Les internautes, via les réseaux sociaux, se sont délectés, ces derniers jours, de la fuite inédite des échanges épistolaires au plus haut niveau des deux Etats dont l'authenticité a été confirmée par le porte-parole du président burundais, Jean Claude Karerwa. M. Karerwa participait à une conférence publique des Porte-paroles des différentes institutions étatiques où nombreuses autres questions ont été abordées, notamment le cumul des arriérés de cotisation qui risquent de vouloir l'exclusion du Burundi de la Communauté, actuellement présidée par l'Ougandais, Yoweri Museveni. Le porte-parole présidentiel a mis en cause des «malfaiteurs» à l'origine de la fuite organisée à un si haut niveau des deux Etats. Fin novembre dernier, l'absence du chef de l'Etat burundais au 20ème sommet ordinaire qui devait recevoir, entre autres rapports, celui sur les efforts de médiation régionale dans la crise au Burundi depuis les élections controversées et émaillées de violences de 2015, n'avait pas été au goût de son homologue ougandais. A Bujumbura, on exige désormais la tenue d'un «sommet extraordinaire» consacré exclusivement au conflit ouvert entre le Burundi et le Rwanda, deux pays voisins qui s'accusent de déstabilisation réciproque par groupes armés interposés. Bujumbura se dit victime des agissements de Kigali qui serait derrière les troubles au Burundi, ce dont se défend le Rwanda, convaincu qu'il agit plutôt d'une «manœuvre» de diversion du régime burundais face aux difficultés internes. Le dernier courrier de Museveni n'exclut pas que le prochain Sommet se saisisse du conflit à haut risque entre le Burundi et le Rwanda, toutefois à condition que les chefs d'Etat membres soient tous d'accord. Les six pays membres de la Communauté Est africaine sont le Burundi, le Rwanda, la Tanzanie, l'Ouganda, le Kenya et le Soudan du sud. L'Ouganda hausse le ton alors qu'il passait jusque-là pour un des alliés fidèles du Burundi au sein de cette communauté. Le courrier du président ougandais appelle, par ailleurs, Bujumbura à plus de considération envers une Communauté, garante de l'Accord d'août 2000, à Arusha, en Tanzanie, qui avait mis fin à la décennie de guerre civile au Burundi par l'instauration d'un système de partage du pouvoir entre les deux principales ethnies antagonistes des Hutu et des Tutsi. La présidence ougandaise maintient le cap sur un Sommet ordinaire qui devrait avoir lieu, le 27 décembre prochain, et espère, cette fois, la présence du chef de l'Etat burundais pour faire avancer ensemble les intérêts de la Communauté Est africaine de libre échange dont l'objectif ultime est de réaliser une union politique, monétaire et douanière totale. Des divisions entre Etats membres risquent néanmoins de ralentir cette marche vers une intégration régionale pour plus de 140 millions de consommateurs potentiels qui se réclament d'un «Peuple, une Nation», au niveau de la devise.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});